

NOUS SOMMES TOUJOURS EN DEUIL ET EN COLÈRE

Notre collectif s'est créé en 2023, suite au meurtre de Nahel Merzouk par un policier. Les mois passent et la situation n'évolue pas. Les politiques discriminatoires qui ciblent les quartiers populaires continuent, se banalisent, s'accroissent. Est-ce qu'on s'habitue? Ce serait grave. Les habitant.es racisé.es du Rhône, souvent précarisé.es, subissent une répression policière quotidienne, humiliante et violente.

Samedi 5 octobre, nous appelons à une marche de soutien à Iheb, qui a subi un déchaînement de violences et d'invectives racistes par des membres de la Brigade Spécialisée de Terrain (BST) le 4 juin à Vénissieux, sans raison ni justification. Ces violences ont été dénoncées immédiatement, or Iheb et sa famille n'ont encore eu aucune nouvelle de la procédure engagée. Rappelons que de nombreuses autres affaires similaires sont arrivées à Lyon, Villeurbanne, Vaulx-en-Velin et ailleurs dans notre département.

Les gens sont frappés par un racisme systémique, l'injustice, le sexisme et les discriminations. Tous les services publics, l'administration, les lieux de partage, de culture, l'école sont en régression dans les quartiers populaires plus encore qu'ailleurs et le soutien aux associations est réduit à peau de chagrin, il y a une volonté marquée de l'État d'abandonner ces lieux de vie.

Dans ce contexte de violence sociale grandissante, la politique du maintien de l'ordre et ses dérives sécuritaires, la haine encouragée par des syndicats de police comme Alliance ou UNSA-Police, ne règlent rien. Pire, elles ajoutent du malheur, de la violence à la situation sans répondre aux besoins et exigences des habitant.es concerné.es.

C'est pourquoi, dans le Rhône, ne nous lâcherons pas, en dénonçant les humiliations et les violences, en témoignant de leur banalisation qui conduisent à des meurtres, en soutenant les familles et les victimes de cette brutalité, en informant sur la réalité du vécu policier des quartiers populaires.

Comme l'ONU, qui ne cesse de pointer les dérives de la France dans son "maintien de l'ordre", nous dénonçons la violence d'État qui s'exerce dans la politique du maintien de l'ordre ainsi que le racisme avéré au sein des forces de l'ordre et la multiplication des outils répressifs aux mains des forces de l'ordre dans un contexte où l'extrême droite pourrait accéder au pouvoir.

NOUS DEMANDONS :

- une condamnation pénale des responsables de violences policières et sécuritaires.
- l'abrogation de la loi de 2017, dite "Cazeneuve" sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre.
- une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement.
- le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique, et que les citoyen.nes soient informé.es du déroulement des procédures.
- la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative, présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police.
- une police respectueuse des citoyen.es.

Le samedi 5 octobre nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités et partis politiques appellent à une marche en soutien à Iheb, pour porter ces revendications. Elle sera suivie d'un rassemblement où témoignages et prises de paroles seront organisées.